

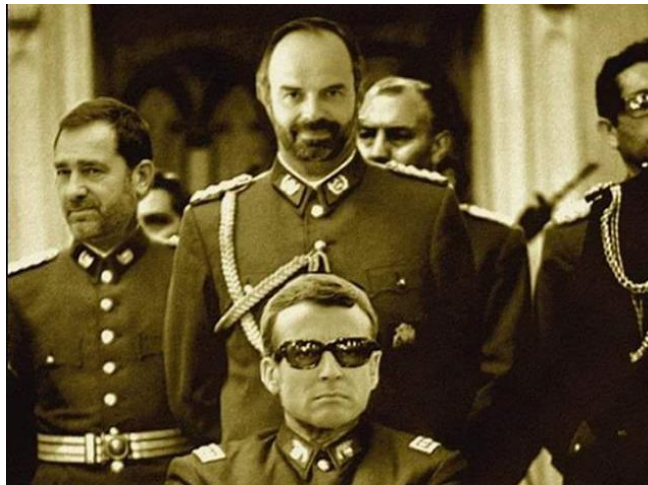
# NIQUE L'ÉTAT ! CRÈVE LA FRANCE ! A BAS LA MONDIALISATION !

## MORT AU NATIONALISME ET AUX FRONTIÈRES !

La vraie communauté est la communauté de lutte - la masse d'individus qui n'ont aucun pouvoir contre les riches et les puissants au niveau international !

*«Ce sera aussi excitant que les années 1930»*

Steve Bannon, conseiller fasciste de Trump lors de son élection.



L'avenir semble de plus en plus incertain. Le mouvement gilets jaunes deviendra-t-il un moyen pour l'extrême droite fasciste de faire des avancées massives en France, que ce soit au niveau politique/ électoral ou au niveau de la violence de rue ? Y-aura-t-il un nombre croissant de gilets jaunes prêts à affronter les perspectives nationalistes masquant la réelle misère sociale ?

Certaines actions des gilets jaunes sont intéressantes mais de nombreuses autres semblent à côté de la plaque voire inquiétantes. Le fait que des péages, des banques, des propriétés (publiques ou privées), que des voitures et des magasins de luxe aient été attaqués montre que la colère est dirigée, avec pertinence, contre certains symboles de l'exploitation. Ainsi, l'image générale d'un pays en paix avec lui-même a été largement écorné et le déclenchement d'autres mouvements tels que celui des lycéens et des émeutes à La Réunion sont d'autres aspects enthousiasmants.

Malgré l'opposition initiale à la représentation politique et syndicale, divers politiciens en devenir ont fait leur apparition (Drouet, etc...), tentant de gagner du pouvoir sur le dos d'un mouvement très incohérent et contradictoire allant de l'extrême droite xénophobe à ceux fondamentalement opposés à toute forme d'État. Cette incohérence allant même jusqu'à des appels de l'extrême droite à soutenir les casseurs. Le ministre de l'intérieur Italien, le fasciste Salvini a appelé les GJ à continuer le mouvement alors que les cahiers de doléance revendiquent l'augmentation de la retraite tandis que son propre gouvernement le détruit dans son pays. Cette époque est marquée par une incroyable confusion créée principalement par la destruction de la solidarité de classe et l'invasion idéologique dans les médias et réseaux sociaux de manipulateurs allant de l'extrême droite et à l'extrême gauche. En fait, il y a souvent des points communs entre l'extrême gauche et l'extrême droite dans la réduction simpliste de la cause de notre misère, suggérant qu'elle pourrait être due au pouvoir des banques, du capital financier ou des Juifs. Méfions-nous des faux révolutionnaires, des opportunistes-populistes qui veulent séduire les gens par des idéologies anti-humaines pour avancer leurs ambitions politiques !

Comme toujours, lorsqu'ils sont menacés, les dirigeants promettent des réformes mais quand elles profitent aux pauvres, elles sont seulement temporaires. Une fois la crise politique passée, l'argent redistribué est repris soit par l'inflation soit par de nouvelles réformes. Le Premier ministre Philippe a récemment déclaré: *«Ceux qui mettent en question nos institutions n'auront pas le dernier mot»*. Mais il s'agit d'une évidence que la classe politique ait le dernier mot, sinon cela signifierait que la lutte sociale ait muté en révolution. Mais nous sommes

très loin de cet état de faits puisque les GJ ne s'attaquent pas encore à l'ensemble des institutions, des dirigeants et des méthodes d'instauration de la misère. Ils seraient vraiment effrayés si les GJs commençaient à reconnaître la nécessité d'une révolution internationale dirigée contre le capitalisme et la marchandisation du monde à l'origine de la dévastation de la planète.

Parmi les réformes censées être les plus «raisonnables» figure le R.I.C, il serait LA solution à tous nos problèmes. Avec ça, paraît-il, plus besoin de manifester, plus besoin de faire grève, plus besoin de lutter... Il faudrait même que cela devienne notre unique revendication ! Mais si cette revendication est également relayé par des partis politiques (France Insoumise, Rassemblement National...), c'est qu'elle favorise leurs intérêts politiques et qu'elle ne représente aucun réel danger pour le pouvoir économique et politique. Ils auront toujours intérêt à domestiquer notre colère en appelant à voter. Ainsi, l'histoire nous montre que lorsque la population masculine obtint le vote à la suite des soulèvements de 1848, l'idéologie «universaliste» du républicanisme donna au prolétariat industriel l'idée de faire partie de la pseudo-communauté de «France» malgré leurs conflits avec leurs maîtres. Le sentiment de participation démocratique que pourrait susciter le R.I.C ne fera en réalité que renforcer une mentalité de mini-politicien. En acceptant de se soumettre aux manipulations de la démocratie bourgeoise, les "citoyens" pensant alléger leur misère, ne font que répondre à de faux choix des dominants. L'exemple suisse nous laisse entrevoir quels pourraient être le type de propositions à voter lors de futurs référendums. En 2014, le résultat du référendum a interdit "l'immigration de masse" sur ce territoire. Quand on ne lutte pas contre les idées provenant de la culture dominante, on est colonisés par ces idées. Dès notre plus jeune âge, notre éducation, les médias et l'ensemble de ce qui se nomme "culture" influencent largement notre compréhension du monde. Nous doutons que les propositions de référendum comprennent une revendication demandant à tous les responsables politiques de se suicider, à abolir l'économie ou à détruire toutes les frontières.

Les symboles du patriotisme français sont très présents dans les mobilisations de GJ, un grand nombre de personnes arborent le drapeau tricolore et reprennent la marseillaise. Certains disent que l'hymne national était une chanson révolutionnaire, mais nous savons parfaitement que la bourgeoisie a récupéré et assimilée la révolution à «l'universalisme républicain». Les aspects de cette chanson s'attaquent davantage à l'aristocratie, permettant ainsi à "l'antique esclavage" de se transformer en esclavage salarié.

La devise française «*Liberté, égalité, fraternité*» revêt également un caractère mensonger. La liberté pour la bourgeoisie est la liberté d'exploitation, la liberté du marché, la liberté pour quelques-uns, tandis que c'est un désespoir pour les masses. L'Égalité aspire à présenter la misère capitaliste actuelle comme offrant une égalité des chances, quand il est évident que les riches et les puissants ont beaucoup plus d'opportunités que ceux qui se trouvent au bas de la hiérarchie. La Fraternité pour les riches et les puissants est synonyme de complicité dans la nécessité générale de maintenir leur domination, ce qui implique de veiller à ce qu'il y ait le moins de fraternité possible au bas de l'échelle : diviser pour mieux régner.

N'oublions pas qu'au commencement de la guerre de 1914, le même prolétariat qui avait souvent combattu la bourgeoisie s'approprié férocement la ferveur patriotique de «leur» pays, devenant de plein gré la chair à canon du capitalisme français. Aujourd'hui, loin d'avoir dépassé ce nationalisme, de plus en plus de jeunes rejoignent l'armée à un moment où le capital français défend ses intérêts économiques au Mali, en Côte d'Ivoire, en Afghanistan et ailleurs. C'est la raison pour laquelle les symboles du patriotisme français semblent complètement malvenus dans les protestations actuelles.

Des appels à des assemblées et à des occupations populaires impliquent de saisir l'espace et de parler de nos problèmes, de nos contradictions et des moyens de les résoudre. Mais ils peuvent être très limités si la remise en question de la marchandisation du monde, du principe d'un Etat et des relations hiérarchiques ne deviennent pas une critique essentielle de la lutte. Pire encore, s'ils restent tolérants vis-à-vis des idées xénophobes ou des partis politiques, ils ne font que se conformer à la notion citoyenne selon laquelle toutes les idées sont équivalentes et méritent d'être discutées poliment, comme si nous pouvions avoir une bonne conversation avec nos futurs bourreaux.

Les années à venir risquent d'être davantage marquées par une confusion politique à tous les niveaux, après les Gilets Jaunes, la lutte devra se poursuivre contre toutes pseudo-critiques de l'exploitation pour dessiner de nouvelles perspectives émancipatrices.

***Quelques gilets rouges-noirs – 8 février 2019***